



CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD A FIN SEPTEMBRE 2012 ET PERSPECTIVES A COURT TERME

I – Evolution du secteur réel

L'économie tchadienne a évolué au cours du troisième trimestre de l'année 2012 dans un contexte marqué au plan extérieur à la fois par un léger redressement de la croissance économique mondiale et une appréciation modérée du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA. Au plan intérieur, au niveau du secteur réel, il a été noté une hausse des productions cotonnière et de viande ainsi qu'une bonne tenue des activités industrielles. En revanche, le secteur pétrolier a connu une légère baisse par rapport à l'année précédente du fait de la chute des extractions pétrolières.

- **Analyse de la demande**

Au troisième trimestre 2012, la croissance demeure principalement tirée par la demande intérieure qui a été soutenue, d'une part, par la bonne tenue de la consommation privée et, d'autre part, par la poursuite des investissements du secteur public.

La *consommation* globale a bénéficié du concours de la *consommation privée*. Cette évolution des dépenses des ménages s'explique, en zone rurale, par l'accroissement des revenus des paysans consécutifs à la hausse de leur production de coton dont le prix a été relevé, nonobstant la mauvaise récolte céréalière 2011-2012. En zone urbaine, les dépenses des ménages ont été quelque peu affectées par le licenciement d'environ 600 agents de la Compagnie Sucrière du Tchad, suite à des difficultés rencontrées par cette unité agro-industrielle.

L'apport de la *consommation publique* a été modérée, en liaison avec la compression des dépenses primaires courantes, notamment les dépenses de transferts et subventions conformément aux orientations du Gouvernement pour rendre plus efficace la dépense publique. Par contre, les dépenses au titre des traitements et salaires ont progressé de 11,3% et sont constituées à 72% des dépenses civiles. Il en est de même pour les charges relatives aux biens et services qui se sont accrues de 2,3%.

L'apport *des investissements bruts* à la croissance a été faible, en relation avec la baisse des investissements privés, particulièrement ceux du secteur pétrolier. Les investissements au titre du secteur privé non pétrolier ont été consacrés à la poursuite des travaux de réhabilitation des réseaux dans les secteurs de l'énergie, la téléphonie mobile, la construction d'une usine de fabrication de tissus en polypropylène, d'une usine de fabrication de récipients sous pression et de production de plastique dans la zone industrielle de Djermaya, d'un hôtel de 101 chambres à N'Djari et d'un hôtel Hilton à Sabangali, ainsi que d'une usine de traitement de déchets industriels et d'hydrocarbures à Moundou.

La contribution des *investissements publics* a concerné la mise en œuvre de grands travaux en matière d'infrastructures routières, de voiries urbaines à Sarh, N'Djamena et Moundou, d'édification de nouveaux établissements administratifs et scolaires.

Enfin, la demande extérieure s'est caractérisée au troisième trimestre de l'année 2012 par une évolution contrastée. En effet, les expéditions en volume de la fibre de coton se sont inscrites en hausse, alors que celles de pétrole brut et les importations du sucre ont baissé au cours de cette période.

- **Analyse par l'offre**

Du côté de l'offre, la conjoncture a été soutenue par le secteur hors pétrole, l'apport du secteur pétrolier étant moins important à cause du vieillissement des puits.

Dans le secteur primaire, les résultats définitifs de la campagne agricole 2011/2012 font ressortir une production céréalière de 1 657 182 tonnes, en forte diminution par rapport à celle de la campagne précédente (3 247 583 tonnes), soit une baisse de 49%.

La contribution des cultures industrielles a été favorable, car la production de coton graine de la campagne 2011/2012 s'est bien comportée au troisième trimestre 2012, s'établissant à 78 896 tonnes à fin septembre 2012, en forte hausse par rapport aux 52 570 tonnes de la campagne précédente. Ce résultat a été rendu possible grâce à la distribution des intrants dans les délais et au retour des producteurs à la culture du coton, en raison notamment du règlement de leurs arriérés des campagnes précédentes, ainsi que du relèvement du prix d'achat de leur récolte.

De même, les résultats définitifs de la campagne sucrière 2011/2012 portent sur une production de 312 262 tonnes de cannes, contre 291 864 tonnes en 2010/2011, soit une hausse de 7%. La production de sucre brut est passée de 32 343 tonnes en 2010/2011 à 32 655 tonnes de sucre en 2011/2012, en légère augmentation de 1%.

Quant à la production pétrolière, elle a diminué de 10,9%, se situant à 3,9 millions de tonnes contre 4,4 millions de tonnes en septembre 2011, illustrant le phénomène naturel relatif au vieillissement des puits.

Au niveau du secteur secondaire, le troisième trimestre 2012 a été caractérisé par une amélioration de la production énergétique, ainsi que de celle des industries manufacturières (brasseries, huilerie, cigarettes) et dérivés (cimenterie, assemblage de tracteurs). De même, les activités du secteur des bâtiments et travaux publics ont été soutenues.

S'agissant du secteur tertiaire, la conjoncture a été dominée par les activités de la branche des télécommunications, qui ont évolué favorablement au troisième trimestre 2012, en liaison avec une demande revigorée.

- **Evolution de l'inflation**

Sur le front des prix, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a augmenté de 9,3% en moyenne annuelle et de 9,1% en glissement annuel entre septembre 2011 et septembre 2012. L'accroissement des prix à la consommation résulte d'une part, de l'augmentation des prix des produits locaux, liée principalement à la faible production céréalière de la campagne 2011/2012 et, d'autre part, par ceux des articles importés.

II – Situation des finances publiques

1-Exécution du budget à fin septembre 2012

A fin septembre 2012, les recettes budgétaires se sont situées à 833,5 milliards pour une prévision de 1 366,7 milliards, soit un recul de 7,8% par rapport à septembre 2011 et un taux d'exécution de 61% (par rapport aux prévisions totales), sous l'effet de la baisse concomitante des recettes pétrolières et non pétrolières.

S'agissant des recettes pétrolières, la reprise à la hausse des cours du Brent au troisième trimestre 2012 et la baisse de la décote moyenne du brut tchadien n'ont pu compenser comme attendu les effets du repli de la production de pétrole. Ainsi, elles ont diminué de 8,4% pour s'établir à 593,9 milliards au 30 septembre 2012, contre 648,5 milliards un an plus tôt, à cause notamment de la contraction des ressources provenant de l'impôt sur les sociétés pétrolières (-18,2%). En revanche, les redevances pétrolières ont enregistré une hausse de 30%, en raison entre autres, du versement par la CNPC des redevances pour les années 2011 et 2012, d'un montant de 8,3 milliards.

Pour leur part, les recettes non pétrolières ont poursuivi leur retrait entamé depuis le début de l'année, en liaison avec les difficultés que rencontrent les régies financières dans la collecte des impôts et taxes et ce, en dépit des moyens conséquents alloués à ces services pour la mise en œuvre des mesures prévues dans la loi de finances initiale. Elles ont pour ainsi diminué de 6,2% pour s'établir à 239,7 milliards à fin septembre 2012 contre 255,5 milliards un an auparavant, entraînées par la chute de 53% des recettes non fiscales, consécutivement à la réduction significative des droits et frais administratifs. Les recettes fiscales ont, quant à elles, légèrement augmenté. Toutefois, il a été enregistré au cours de cette période une baisse de 9,5% des taxes sur biens et services, et de 14,1% des recettes douanières, dont les encaissements connaissent un fléchissement mensuel d'environ 15 à 20%.

En ce qui concerne les dépenses, elles se sont stabilisées, pour se situer autour de 628 milliards à fin septembre 2012. La hausse des dépenses courantes a été tempérée par une diminution des dépenses en capital. En effet, les dépenses de fonctionnement ont progressé de 1,1%, en relation avec l'accroissement des dépenses salariales (+11,3%), de biens et services (+2,3%) et du service de la dette (+350,2%). Par contre, celles relatives aux transferts et subventions ont fléchi de 15,9%.

Pour leur part, les dépenses d'investissement ont enregistré un léger fléchissement (-2%), se situant à 188,3 milliards à fin septembre 2012, contre 192 milliards un an plus tôt.

De la sorte, la gestion des finances publiques s'est soldée par un déficit, base caisse, de 4,4 milliards à fin septembre 2012, contre un déficit de 38,1 milliards à fin août 2012, et un excédent de 103,4 milliards réalisé à fin septembre 2011.

2-La Loi de Finances Rectificative 2012

La loi de finances rectificative pour 2012, adoptée par l'Assemblée Nationale, porte les recettes de l'Etat à 1 680,9 milliards, contre 1 366,6 milliards de FCFA initialement prévus, soit une hausse de 314,3 milliards de FCFA. Ce collectif budgétaire se justifie, d'une part, par la prise en compte de la baisse des recettes ordinaires hors pétrole et de l'augmentation des revenus pétroliers, et, d'autre part, par le souci du Gouvernement de se doter de crédits supplémentaires pour prendre en compte le surcroît de dépenses occasionné par la facture énergétique, les mesures préventives relatives aux risques sécuritaires dans le Sahel et les dépenses nécessaires à l'amélioration des indicateurs de lutte contre la pauvreté.

En définitive, la gestion des finances publiques devrait se solder par un déficit de 75 milliards contre 120 milliards prévu dans la Loi des Finances Initiale. Ce déficit sera financé par l'épargne réalisée par le Gouvernement au 31 décembre 2011.

III- Situation des échanges extérieurs

A fin septembre 2012, les exportations de coton fibre ont augmenté de 45,8% pour se situer à 30 720 tonnes contre 21 073 tonnes un an plus tôt. En revanche, celles de pétrole brut ont diminué de 10,3%, en liaison avec la chute de la production. S'agissant des importations, celles du sucre brut se sont établies à 28 850 tonnes à fin septembre 2012, en baisse de 24,3% par rapport à la même période de l'année dernière.

Selon les informations obtenues auprès des sociétés de transit, un accroissement du volume d'affaires a été enregistré en raison des activités soutenues de nombreuses organisations (projets) opérant dans différents secteurs, ainsi que de la reprise des exportations de coton fibre et des importations des produits alimentaires, des biens d'équipement et des produits pharmaceutiques.

IV - Perspectives économiques à court terme

Selon la Direction des Etudes et Prévisions (DEP) du Ministère des Finances et du Budget, le PIB réel est estimé à 8,9% en 2012, contre 0,2% en 2011. La diminution de la production de pétrole a été compensée par la hausse de la production vivrière ainsi que par le redressement de la filière coton et du commerce de bétail sur pieds.